



## APPEL A PROJETS 10 000 LOGEMENTS HLM ACCOMPAGNÉS

### PRESENTATION SYNTHETIQUE DES PROJETS

| INFORMATIONS ET COORDONNÉES PROFESSIONNELLES  |  |   |                    |
|---|--|---|--------------------|
| Responsable du projet : Elise ROUGEMONT   |  |   |                    |
| Nom de l'organisme porteur du projet : Société d'Habitations à Loyer Modéré de la Réunion   |  |   |                    |
| Téléphone : 0262 40 10 10   |  | Adresse électronique : elise_rougemont@shlmr.fr |                    |
| Président ou Directeur général : Gilles TARDY   |  |   |                    |
| Fédération de l'organisme : ESH   |  | Région de l'organisme : Ile de la Réunion       |                    |
| Ville : SAINT-DENIS   |  | Code postal : 97400                             |                    |
| Numéro de SIRET : 310 895 172 (Registre des Commerces et des Sociétés de Saint-Denis)   |  |   |                    |
| Autres organismes (si projet inter organismes) :  |  |   |                    |
| DESCRIPTION DU PROJET   |  |   |                    |
| <b>Nom du projet : MEDATION LOCATIVE AU SERVICE DES LOCATAIRES SOUFFRANT DE TROUBLES PSYCHIQUES</b>   |  |   |                    |
| Projet innovant <input checked="" type="checkbox"/> Structurant <input type="checkbox"/> Inter organismes <input type="checkbox"/>  |  |   |                    |
| Durée du projet : 1 an  |  | Début : JANVIER 2019                            | Fin : JANVIER 2020 |
| Coût total du projet : 60 000   |  | Montant des dépenses éligibles : 60 000         |                    |
| Taux de l'aide (par rapport aux dépenses éligibles) : 50%   |  | Montant de l'aide demandée : 30 000 EUROS       |                    |
| Autres financements : 15 000 EUROS  |  | Financement sur fonds propres : 15 000 EUROS    |                    |
| Nom du prestataire ou de l'opérateur de l'accompagnement : Association Allons Deor  |  |   |                    |
| Localisation du projet : Ile de la Réunion  |  |   |                    |
| Description sommaire du projet :<br><br><p>« <b>Comme d'autres acteurs, les organismes d'Hlm sont confrontés à des problématiques de santé mentale se manifestant par des troubles de comportement chroniques qu'ils ne parviennent pas à traiter à l'aide de leurs moyens de gestion habituels.</b> » (Habitat social et santé mentale - Repères n°24,2016)</p> <p>A travers cet extrait, la SHLMR confirme cette difficulté à pouvoir et à savoir accompagner dans des bonnes conditions des ménages ayant des troubles psychiques dans un logement. Un constat, clairement établi sur le territoire de la Réunion et qui indique la nécessité de mettre en place des interventions innovantes et partagées.</p> <p>C'est pourquoi ce projet se veut porteur d'une nouvelle dynamique de coopération afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Développer des réponses adaptées de maintien dans l'habitat</li> <li>-Partager une culture commune</li> <li>-Déstigmatiser la santé mentale</li> </ul> |  |   |                    |
| PIÈCES JOINTES  |  |   |                    |
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Courrier d'acte de candidature signé du Directeur de l'organisme</li> <li>2. Fiche d'identification du porteur de projet et de l'opérateur de l'accompagnement</li> <li>3. Attestation de l'organisme qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS et qu'il dispose d'un Plan stratégique de Patrimoine</li> <li>4. Bilan des financements du FSI obtenus par l'organisme sur les trois dernières années.</li> </ol>   |  |   |                    |

5. Note de présentation du projet, selon modèle ci-dessous
6. Si ingénierie/ prestations intellectuelles, projet de cahier des charges ou des contrats liés au projet.
7. Si le projet nécessite des recrutements au sein de l'organisme, fournir une fiche de poste

#### AVIS DES CPR

|   |  |   |
|---|--|---|
| Région : Réunion  | Adresse électronique : <a href="mailto:djscs974-plce@jscs.gouv.fr">djcs974-plce@jscs.gouv.fr</a> ;<br><a href="mailto:manon.heribert-laubriat@jscs.gouv.fr">manon.heribert-laubriat@jscs.gouv.fr</a> | Tél : 02 62 20 54 78  |
| Avis :<br> | Questions soulevées :<br><br>Si les résultats sont positifs, la question de la pérennisation du dispositif sera soulevée, ainsi que celle de l'extension aux autres bailleurs de La Réunion          |  |

#### Remarques :

Le diagnostic à 360° qui avait présidé à l'écriture du PDALHPD souligne la difficulté existante autour du maintien en logement des personnes souffrant de troubles psychiques. En parallèle, les bailleurs sociaux font remonter de façon régulière des problématiques d'incurie dans des logements, potentiellement liées à des troubles d'ordre psychique pour certains locataires, qui ont des conséquences autant sur l'état de salubrité des logements que sur les relations de voisinage dans un habitat collectif.

L'association Allons Déor, financée par la DJSCS pour divers dispositifs, a prouvé sa compétence quant à l'accompagnement dans le logement des personnes ayant des difficultés d'ordre psychiques. Il apparaît intéressant que la SHLMR propose un projet en partenariat avec une association pour acquérir des compétences spécifiques qui ne sont pas forcément celles de son équipe sociale.

Date de l'instruction : 14 novembre 2018

**Rang de classement régional du dossier parmi les dossiers retenus : 1/1**

**Appel à projets « 10 000 logements Hlm accompagnés »**  
**SHLMR/Association ALLONS DEOR**  
**« Médiation Locative au service des locataires souffrant de troubles**  
**psychiques »**

## **DEMANDEUR(S)**

### **ORGANISME**

- Représenté par Monsieur TARDY Gilles, Directeur général  
31, rue Léon Dierx – SHLMR « Le Ruisseau » Bât A- BP 20700 -97474 Saint-Denis Cedex  
310 895 172 (Registre du Commerce et des Sociétés de Saint-Denis  
25242 logements dont 12200 en QPV
- L'organisme atteste qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS, et qu'il dispose d'un PSP.
- Responsable du dossier : ROUGEMONT Elise 0692 37 61 00
- L'organisme a bénéficié des aides du FILLS ou du FSI au cours des trois années précédentes pour un montant total de 86000€ (au titre du Fonds pour l'Innovation Sociale)

## **DESCRIPTION DU PROJET**

Descriptif sommaire du projet et objectifs poursuivis

### **Eléments de contexte :**

En 1986, la Charte d'Ottawa (OMS) énonçait le logement comme une « *condition indispensable à la santé, devant l'accès à l'éducation et à la nourriture* ».

Depuis plusieurs années, les collaborateurs de la SHLMR (agents de proximité, travailleurs sociaux, gardiens d'immeuble...) sont en contact avec des locataires en grande détresse psychologique. Ce rapport entre logement et santé mentale impacte sur la prise en compte des besoins des personnes et fragilise les accompagnements des travailleurs sociaux au sein de notre organisme alors qu'il est essentiel que ce lien soit renforcé: « *L'accès et le maintien en hébergement ou dans le logement constituent un préalable indispensable pour mener une vie sociale* » (Haut Conseil en Santé Publique, 2011).

A titre d'exemple, sur le secteur Sud de l'Île, depuis 2014, quatre familles ont fait l'objet d'une expulsion locative. Le personnel de la SHLMR avait repéré que ses familles souffraient potentiellement de possibles troubles psychologiques ou psychiatriques et ne bénéficiaient d'aucune prise en charge médicale. Trois autres locataires sont partis volontairement avec une dette, après échec de la mise en place d'une quelconque procédure de recouvrement de la dette. Aucune de ses situations n'a pu faire l'objet d'un accompagnement social efficient, du fait de la non-adhésion des familles aux mesures proposées. Sur ce même secteur, 16 ménages locataires sont repérés à ce jour en situation d'endettement aggravé par ce qui semble être un trouble psychologique ou psychique (5 hommes et 11 femmes dont 5 ont des enfants à charge). Les collaborateurs du secteur sont régulièrement confrontés à des comportements agressifs de la part de ces ménages, ainsi qu'une mauvaise utilisation du logement et des parties communes (incurie, dégradations), des nuisances sonores, des abandons de démarches administratives entraînant de fait des ruptures de droits, ainsi qu'une vulnérabilité entraînant des situations abusives et précaires. L'isolement de ces personnes impacte sur les accompagnements avec peu de partenariat global et une difficulté de lien inhérent aux différentes problématiques des personnes en besoin. De plus, de nombreux signalements liés à un comportement Diogène sont établis avec un risque clair sur la sécurité des locataires.

Même si le bailleur privilégie autant que possible le maintien dans les lieux, il est tenu d'assurer à l'ensemble de ses locataires l'usage paisible des lieux loués. Or, ces comportements peuvent être à l'origine de conflits entre voisins, où bien souvent le bailleur social est sommé par ses locataires d'intervenir. Cela peut également entraîner une augmentation du taux de mobilité dans la résidence.

Mais les personnels ne sont pas forcément à même d'appréhender des situations où les comportements sont jugés irrationnels et de détecter les signes « avant-coureurs » de la problématique. Cela entraîne trop souvent une intervention au moment des crises (recherche de solutions face une situation de mise en danger, interpellation de la commune garante du respect de l'ordre public, des forces de l'ordre ou des pompiers). Le travailleur social de l'agence prend alors le relais pour évaluer la situation. Il tente de communiquer avec le locataire mais n'y parvient pas toujours (la porte reste close, ou le locataire signifie clairement qu'il ne souhaite pas échanger). Un lien est fait avec les organismes locaux tels que le CCAS, le CMP, le Département afin de savoir si le locataire a un référent social.

Mais nous arrivons bien souvent à la limite de l'intervention sociale que peut proposer le bailleur social. Nous rencontrons des difficultés à mobiliser les services sociaux et de santé lorsque la personne n'est pas déjà suivie, et le personnel du CMP se déplace très rarement à domicile.

Malgré cet ensemble de problématiques, c'est le maintien dans les lieux qui est privilégié par la SHLMR.

En 2016, la SHLMR et l'association Allons Deor, ayant pour objet de promouvoir les actions de réhabilitation et d'inclusion des personnes présentant des troubles psychiques sévères et durables dans le cadre de leur insertion par le logement, ont signé une convention de partenariat.

Cette convention comprend deux axes :

- la mise à disposition de plusieurs logements sur l'ensemble de l'Île dans le cadre du dispositif sous location bail glissant

- l'intervention de l'association Allons Deor pour des locataires de la SHLMR habitant sur la zone Nord et Est en risque d'expulsion locative pour lesquels le bailleur suppose la présence d'un trouble mental.

C'est ce 2<sup>ème</sup> point que nous souhaiterions développer à travers l'écriture de ce projet.

5 mesures d'accompagnement ont été mis en place avec des résultats répondant aux besoins du public mais aussi de notre organisme. En effet, 2 mesures d'expulsion ont été évitées et la mise en place d'une coordination partagée a permis une stabilisation des problématiques avec un lien renforcé auprès de la communauté (médiation auprès du voisinage, lien avec les partenaires, etc.).

L'approche innovante de l'association ALLONS DEOR, prônant un allers-vers et une coordination partagée, répond clairement à la notion de mieux-être, à travers une méthodologie d'intervention pertinente. Le savoir-faire et le réseau qu'a su créer l'association ALLONS DEOR est une réelle plus-value pour le bailleur car elle permet d'interpeller les bons acteurs et trouver des solutions adaptées à des problématiques bien spécifiques. Malheureusement, ce dispositif a peu de mesures financées et est sectorisé.

Nous souhaiterions donc développer cet axe d'intervention sur tout le territoire avec une augmentation de mesures, permettant d'apporter une réponse cohérente.

Enfin, ce projet correspond à une politique locale portée par le PDALHPD 2016-2021 de La Réunion, et plus particulièrement dans le cadre de la fiche action n°5 « *Développer des actions spécifiques auprès des publics présentant des troubles psychiques et/ou des addictions* ». L'expérimentation proposée à travers la réponse à l'appel à projet rejoint notamment l'objectif d'articuler l'accompagnement [dans le logement] en addictologie et en psychiatrie des personnes présentant des problématiques cumulées appelant un accompagnement concerté.

## **PUBLICS CIBLES DU PROJET**

Nombre de ménages accompagnés : 20

Caractéristiques des publics cibles :

Il s'agit des locataires de la SHLMR ayant :

- DETTES LOCATIVES
- PROBLEME DE VOISINAGE
- NON APPROPRIATION DU LOGEMENT
- ISOLEMENT

- RISQUE D'EXCLUSION
- OBSERVATION DE TROUBLES PSYCHIQUES

Afin de justifier une intervention de l'association Allons Déor, il faut que plusieurs de ces facteurs soient réunis. Les facteurs incontournables étant l'observation de troubles psychiques et le risque d'exclusion. Pour rappel, l'association ne peut intervenir qu'en cas d'extrême nécessité, c'est-à-dire :

- ECHEC DES ACTIONS DEJA MISES EN PLACE
- NON ACCOMPAGNEMENT PAR DES PARTENAIRES DE TYPE SAMSAH/SAVS
- RISQUE D'EXCLUSION
- AGGRAVATION DE L'ISOLEMENT

## MODALITES DE MOBILISATION DES LOGEMENTS

Création d'une offre nouvelle ☐ Aménagement de logement existant ☐  
 Mobilisation de logements existants sans aménagement ☒ Reclassement offre existante en offre à bas loyer ☐

Nombre d'accompagnements : 20

Typologie des logements : .....

**Localisation de l'offre de logements accompagnés (région/département/commune(s)) :**

**Ile de la Réunion**

**Modalités de réservation et d'attribution des logements :**

Les personnes sont déjà locataires de leur logement. Ce projet consiste à favoriser au maximum leur maintien dans les lieux. Aucune mobilisation supplémentaire de logement n'est donc à prévoir dans ce projet.

## ACCOMPAGNEMENT

**Méthodologie de réalisation de l'accompagnement (étendue de l'accompagnement et objectifs visés, méthodes, durée et adaptabilité) :**

L'accompagnement sera porté par un travailleur social dédié sur un temps complet. Le professionnel dédié pour ce dispositif sera un coordinateur opérationnel, répondant à trois critères, à savoir :

- Avoir une connaissance experte de ce public et une expérience de son accompagnement
- Avoir une connaissance et une expérience de l'inclusion au logement et du cadre réglementaire
- Avoir une expérience de la coordination des réseaux et de la gestion de projet

Le professionnel pourra être recruté en interne au sein de l'association si le profil correspond aux attentes demandées.

Pour soutenir le professionnel dédié, l'association ALLONS DEOR mettra à disposition, d'un point de vue transversal, des professionnels expérimentés dans les domaines suivants :

- Gestion locative
- Gestion socioéducative
- Gestion stratégique

Le personnel transversal est au cœur des missions de l'association et fort d'une expérience partagée dans les domaines suivants :

- Capacité de travailler en réseau
- Connaissance des dispositifs de droit commun
- Expertise sociale, formation et information

### **Etendue de l'accompagnement :**

L'intervention se situe sur tout le territoire réunionnais avec 20 mesures maximums d'accompagnement pour favoriser une intervention de qualité.

### **Objectifs de l'accompagnement :**

Trois objectifs sont clairement établis :

- Le maintien de la personne dans son logement en apportant une réponse adaptée aux problématiques de santé (mentale, sociale et physique) tel que défini par l'OMS.
- La favorisation d'un maillage partenarial pertinent permettant une approche communautaire favorisant aussi bien à l'accès aux soins, à la protection et à la vie sociale.
- La destigmatisation de ce public à travers des échanges réguliers avec l'environnement

### **Méthodes :**

L'accompagnement du dispositif de MEDIATION LOCATIVE se base sur trois principes d'intervention :

- L'aller-vers
- L'accompagnement vers et dans le logement
- La coordination partenariale et/ou la référence de parcours

A travers ces trois prismes, l'action socioéducative se porte sur la personne et le lien avec l'environnement.

#### **L'aller-vers :**

L'isolement social et le refus d'accompagnement impacte sur la mise en place d'un accompagnement normalisé. Les professionnels d'ALLONS DEOR ont donc développé une méthodologie d'aller-vers basé sur une accroche graduée et la prise en compte de la temporalité de la personne : présence sur le terrain, « apprivoisement », évaluation partenariale. Cela passant par deux types d'approche, l'approche communautaire et institutionnelle.

L'APPROCHE COMMUNAUTAIRE consiste à s'immerger sur un territoire pour aller à la rencontre de la population et des différents partenaires existants, comprendre les réalités de vie des personnes, observer, repérer et se faire repérer. Le travailleur social va entrer en contact avec l'environnement pour se faire connaître et créer son réseau, ce qui facilitera ensuite le travail de mise en confiance.

L'APPROCHE INSTITUTIONNELLE consiste à aller vers une personne ciblée par le bailleur qui établit une fiche d'identification à l'attention de l'association. Il peut avoir lieu lors d'une rencontre à laquelle la personne est conviée. La suite de l'accroche et de l'accompagnement vise les mêmes objectifs que l'approche communautaire : établir une relation avec la personne, lui donner les informations nécessaires pour accéder à ses droits, démystifier la notion de troubles psychiques et lui présenter les missions de médiation locative afin qu'elle puisse décider (ou pas) d'entamer des démarches en vue d'un accompagnement.

Ces deux approches sont complémentaires et sont organisés de manière conjointe avec le prescripteur mais aussi les professionnels assurant la gestion technique de l'environnement (chargé de clientèle, agent de secteur). Et cela pour favoriser une mise en confiance.

#### **L'accompagnement vers et dans le logement :**

En cas d'accord de la personne, une intervention de type AVDL est mise en place. L'accompagnement au maintien au logement passe donc par un accompagnement socioéducatif touchant l'inclusion de la personne dans son logement à travers l'accès et le maintien des droits.

A cet accompagnement est joint une évaluation des besoins en prenant en compte l'équilibre de la personne, dans une notion de réhabilitation psychosociale, et donc dans une approche globale vers le

mieux-être. Accès aux soins, protection, acte de la vie quotidienne, lien social et rupture de l'isolement sont donc travaillés en fonction des besoins et des demandes des personnes accompagnées.

En cas de refus de la personne, l'aller-vers est maintenu sous période de 3 mois et une coordination est mise en place.

#### La coordination partenariale et/ou la référence de parcours :

La prise de contact permet au professionnel dédié de faire une évaluation du réseau qui agit autour de la personne (médecin traitant, famille, CMP, structure hospitalière, organisme de tutelle. etc.). Si ce réseau est incomplet voire défaillant, l'association se charge de le développer, toujours en recueillant l'adhésion du locataire. Les objectifs de cette intervention sont de lancer voire relancer un parcours de soin, travailler sur l'ouverture des droits, enclencher une demande de mise sous protection judiciaire. La finalité reste le maintien dans le logement.

En plus de cette coordination partenariale, la notion de référence de parcours est à mettre en avant à travers la construction d'un maillage partenarial adapté et pertinent. Construit sur la méthodologie « case manager », cette référence favorise l'autonomie de la personne à travers la participation sociale et l'autodétermination.

#### **Durée :**

L'accompagnement se porte sur une durée de mesure AVDL avec une périodicité de 6 mois pouvant être renouvelé une fois.

Un temps de présence auprès de la personne accompagnée se définit en fonction des demandes et des besoins de la personne. De plus, des réunions de coordinations seront mises en place avec le maillage réseau nécessaire.

Ce qui porte à environ 7 h d'intervention mensuelle par personne accompagnée pour l'équivalent temps plein dédié.

#### **Adaptabilité :**

##### Déplacements :

Au vue de la situation géographique, notre équipe se veut dans une mobilité active en fonction des besoins. Le coordinateur pourra donc se déplacer sur site au moyen de défraiements kilométriques adaptés.

##### Moyens matériels :

Dans le cadre de cette mobilité, le coordinateur aura à sa disposition un smartphone dédié, avec un forfait adapté, facilitant la communication (accès mail, internet, forfait illimité). De plus, un ordinateur portable sera fourni et un accès vers les actes administratifs (photocopie, imprimante, etc.) sera disponible au siège de l'association. La mise en place d'un agenda partagé et d'un accès à un espace de stockage sécurisé seront aussi fournis. De plus, un projecteur sera mis à disposition.

#### **Complémentarité avec la gestion locative (type de gestion locative : classique ou adaptée) :**

Le bailleur, dans le cadre de sa mission principale de gestion locative, pourra interpellier l'association, par le biais des travailleurs sociaux des agences, si une situation décrite ci-dessus est détectée et dans laquelle son action s'avère limitée.

L'intervention de l'association aura pour objectif de travailler avec le ménage sur une réappropriation du logement et sur le respect des obligations du locataire tels que le paiement du loyer ou la jouissance paisible des lieux.

Cette prise de relais et ce temps d'accompagnement spécifique de l'association ALLONS DEOR faciliteront donc particulièrement le travail des agences de proximité, notamment pour les services de la Relation Clients, du Contentieux et du Social.

## **Démarche mise en place pour favoriser l'adhésion du ménage :**

L'adhésion du ménage passe par trois approches :

- L'empowerment
- La participation sociale
- L'autodétermination

Ces trois postures d'accompagnement se basent sur la prise en compte de la temporalité à travers différentes étapes d'accroche et la construction d'une relation de confiance.

Les outils dédiés sont construits avec les partenaires accompagnants et dans le cadre des demandes de la personne accompagnée :

- Fiche d'identification
- Outil de projection

De plus différentes instances de concertation seront mises en place pour favoriser l'adhésion des ménages mais aussi de son environnement.

## **Structuration de la relation bailleur/accompagnateur :**

Les travailleurs sociaux de la SHLMR repèrent les locataires rencontrant une souffrance psychique qui met en péril leur maintien dans le logement.

Grâce à une fiche d'identification, l'opérateur Allons Deor est alerté de la situation et une rencontre avec le locataire et le bailleur est réalisée. Le consentement de la personne est recherché. Si celle-ci oppose un refus, un travail d'information auprès d'elle est effectué par l'association pour recueillir une décision éclairée.

Si et seulement si la personne consent à être accompagnée, une coordination partenariale est mise en place par l'association.

L'accompagnement social mis en place par l'association nécessite une relation étroite avec les travailleurs sociaux du bailleur. Des échanges seront faits régulièrement pour faire le point sur les situations.

D'autres collaborateurs de la SHLMR pourront être associés aux rendez-vous en fonction des problématiques repérées et de l'évolution de la situation (réparations techniques, service contentieux, relations clients..etc)

## **Adéquation du projet aux besoins spécifiques des publics ciblés par le projet :**

Ce projet porte sur des nouvelles pratiques auprès d'un public ayant des troubles psychiques et voulant se maintenir au logement. Il répond donc à la nécessité d'adapter et de créer de nouvelles compétences de manière partagée et coordonnée. Selon le modèle écologique de Broffenbrenner (1986, Écologie du développement humain l'individu) n'est pas à considérer dans son environnement mais dans ses environnements. C'est pourquoi cette intervention est visée dans une approche globale et se voulant comme réponse à chaque champ d'action correspondant aux besoins de la personne.

## **CARACTERE EXPERIMENTAL OU INNOVANT DU PROJET**

Comme énoncé plus haut, cette collaboration entre la SHLMR et l'association ALLONS DEOR est mise en place depuis 2016 sur les zones Nord et Est de la Réunion.



Le présent projet vise donc à élargir le périmètre sur l'ensemble de l'Île.

## **PARTENARIAT ET MONTAGE FINANCIER**

Partenaires mobilisés :

Montage financier :

- Précisez dans le tableau ci-dessous le montage financier par grande catégorie d'actions - *les coûts liés à la structure (téléphone, bureau, frais de déplacement...) pour le projet doivent être intégrés aux coûts d'accompagnement ou d'ingénierie.*
- Les dépenses subventionnables sont **les dépenses d'accompagnement social (diagnostic et AVDL), de gestion locative adaptée, les missions d'animation/ de coordination liées au projet, les dépenses d'ingénierie / de prestations intellectuelles / d'évaluation liées au projet, ainsi que les formations des collaborateurs de l'organisme ou inter-acteurs nécessaires à la mise en œuvre du projet.**
- Mentionner également les autres dépenses liées au projet, même si celles-ci ne sont pas subventionnables : dépenses d'investissement, autres coûts liés au projet...ceci afin de permettre au Comité de sélection d'avoir une visibilité globale du projet

## **CALENDRIER PREVISIONNEL OU DUREE DE L'ACTION**

Début de l'action : janvier 2019

Fin de l'action : janvier 2020

Durée : 12 mois

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

| DEPENSES  |               |      |      | RECETTES   |               |      |      |
|---|---------------|------|------|--|---------------|------|------|
|   | An 1          | An 2 | An 3 |  | An 1          | An 2 | An 3 |
| <b>Dépenses subventionnables :</b><br>Préciser la nature des dépenses éligibles <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic 5 000</li> <li>- Accompagnement social 50 000</li> </ul> Gestion locative adaptée <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisée par le bailleur</li> <li>- Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement</li> </ul> Animation/coordination <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisée par le bailleur</li> <li>- Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement</li> </ul> Recrutement spécifique par un bailleur dans le cadre du projet           Ingénierie/prestation Intellectuelle           Formations-actions liées au projet | 5 000         |      |      | Fonds propres 15 000<br><br>Subvention sollicitée <sup>1</sup> au titre de l'appel à projet 10 000 logements Hlm accompagnés<br><br>Autres financements 15 000 |               |      |      |
| <b>Sous - Total</b>   | <b>60 000</b> |      |      | <b>Total</b>   | <b>60 000</b> |      |      |
| <b>Autres dépenses liées à la mise en œuvre du projet – dépenses non subventionnables</b><br><br><i>Aménagement et équipements des logements</i><br><i>Aide sur quittance/remise des loyers...</i><br><i>Accompagnement non subventionnable (sanitaire, médico-social...)</i><br><br><b>Dépenses d'investissements</b>  | An 1          | An 2 | An 3 |  |               |      |      |
| <b>Sous – Total</b>   |               |      |      |  |               |      |      |
| <b>Total</b>  | <b>60000</b>  |      |      |  |               |      |      |

A noter ! En cas de cofinancement du projet par un autre organisme public, montant cumulé des financements publics (y compris de la CGLLS) inférieur ou égal à 80% du montant.

<sup>1</sup> Sous réserve des décisions du FSI et du FNAVDL

**A renseigner par le comité de sélection « 4<sup>ème</sup> appel à projet logements accompagnés »**

Orientation des financements

FNAVDL : ..... euros de subvention

FSI – Innovation : ..... euros de subvention

FSI – Modernisation : ..... euros de subvention